

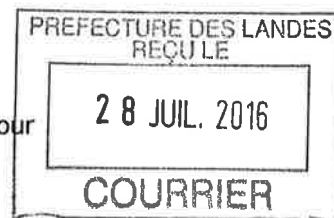
**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations  
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 22 juillet 2016**  
(Convocation du 11 juillet 2016)



Aujourd'hui, le vingt-deux juillet deux mille seize à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE et Céline SALLES

Messieurs Jean ARRIUBERGE, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusées et avaient donné procuration :

Mesdames Nathalie BARROUILLET et Denise SAINT PE

Monsieur Gabriel BELLOCQ

Etaient excusés :

Madame Laurence ANCIEN

Messieurs Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance : Madame Céline SALLES

---

**OBJET : DOSSIER I - affaires générales / Approbation des perspectives et de la feuille de route pour l'Institution Adour : stratégie et plan d'actions**

**Exposé des motifs :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5241-1 et suivants,

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L 213-12

Vu les statuts en vigueur de l'Institution Adour,

Considérant les nouvelles dispositions issues des lois de Modernisation de l'action Publique et d'affirmation des métropoles et Nouvelle Organisation Territoriale de la République codifiées à l'article L213-12 du code de l'environnement et prévoyant pour conserver leur statut d'Etablissement Public Territorial de Bassin la transformation obligatoire des Institutions Interdépartementales en Syndicat Mixte au 1er janvier 2018 au plus tard,

Considérant l'importance de poser les bases d'une démarche d'élaboration du projet moyen et long terme de l'Etablissement Public Territorial de Bassin, son rôle et sa place dans la gestion de l'eau sur le bassin de l'Adour,

Considérant la nécessité pour l'Institution Adour de construire une doctrine partagée basée sur des principes communs aux membres fondateurs,

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

## DECIDE

### Article 1

Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie et du plan d'action pour l'Institution Adour, les élus de l'Institution Adour décident d'approuver les éléments fondamentaux suivants :

#### 1/ Les principes proposés

Afin d'assurer une organisation optimale de l'exercice de cette nouvelle compétence sur le bassin de l'Adour, les principes suivants sont avancés :

- Solidarité à l'échelle du bassin de l'Adour (amont/aval et urbain/rural),
- Couverture intégrale du bassin de l'Adour,
- Affectation des moyens financiers, techniques, administratifs à l'échelon d'intervention pour une utilisation rationnelle des ressources, avec recours à la mutualisation à un échelon supérieur si nécessaire,
- Représentativité des territoires équitable pour une gouvernance équilibrée et durable,
- Coordination des interventions pour favoriser la réactivité, l'efficacité et la gestion pérenne
- Pérennisation de l'EPTB pour les missions GEMAPI et hors GEMAPI relevant de l'intérêt général et collectif à l'échelle du bassin de l'Adour, et, pour les missions GEMAPI, intervention en cas de carence de maîtrise d'ouvrage locale dimensionnée à la bonne échelle.

#### 2/ Les objectifs visés

La déclinaison de ces principes se traduit au travers des objectifs suivants :

- Conserver 2 niveaux d'intervention par des structures assurant une couverture à des échelles cohérentes de bassins versants hydrographiques, l'Institution Adour assurant la coordination et le rôle de chef de file à l'échelle du bassin de l'Adour :
  - o un niveau plus local (sous-bassin versant ou partie de sous-bassin versant) pour les syndicats de rivières (syndicats mixtes de droit commun ou EPAGE)
  - o un niveau plus global (intégralité du bassin de l'Adour) pour l'Institution Adour.
- Privilégier le transfert de la totalité de la compétence GEMAPI :
  - o des EPCI-FP vers les syndicats de rivière (échelon local)
  - o puis des syndicats de rivières à l'EPTB par le transfert d'une partie de la compétence GEMAPI qui sera définie comme relevant d'une intervention à l'échelle du bassin de l'Adour (ce contour reste à définir et sera le fruit d'une concertation des acteurs à l'échelle du bassin).
- Maintenir l'Institution Adour sous sa labellisation et dans son rôle d'EPTB,
- Pérenniser les missions de l'EPTB pour les compétences hors GEMAPI qui seront exercées et pour ce faire :
  - o Maintenir l'adhésion des Départements au-delà de 2018
  - o Intégrer les Régions
  - o Favoriser l'adhésion des territoires (EPCI-FP directement ou via les syndicats de rivière).

L'organisation visée à terme pourrait donc être représentée par le schéma suivant :

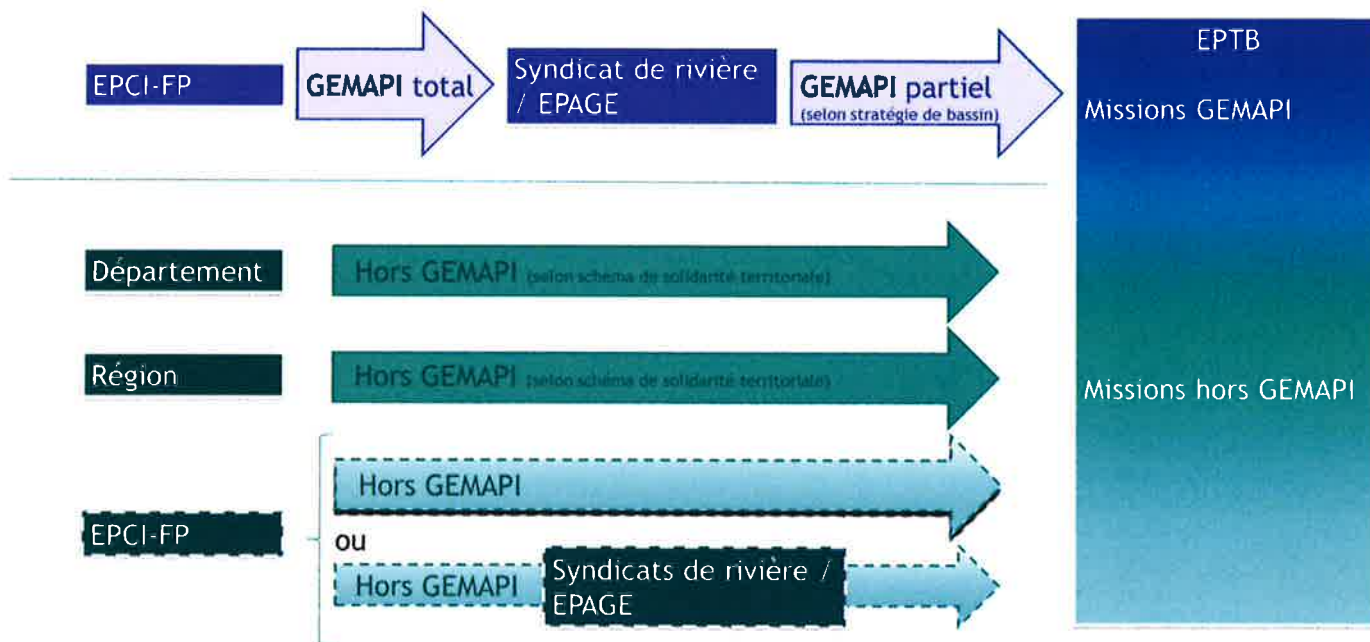


Figure 1 : schéma d'organisation proposée à terme pour le bassin de l'Adour

### 3/ La méthodologie et le calendrier

Les principales étapes de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI sur le bassin de l'Adour peuvent être décomposées de la manière suivante :

- Transformation de l'institution interdépartementale en syndicat mixte au 1<sup>er</sup> janvier 2017
- Consultation des acteurs du territoire (syndicats de rivière, EPCI-FP, Départements, Régions, agence de l'eau, état) pour finaliser l'état des lieux de la gouvernance en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, faire le point sur les évolutions en cours, identifier les attentes de chacun en termes de structuration du territoire et du positionnement et du champ d'action de l'EPTB
- Etablissement d'un diagnostic et proposition d'un schéma partagé relatif aux évolutions de la gouvernance et de l'intervention de l'EPTB tant sur les missions relevant de la compétence GEMAPI que sur les missions complémentaires hors champ de compétence GEMAPI.

Le calendrier proposé est le suivant :

## Calendrier



### Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 22 juillet 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,

**INSTITUTION ADOUR**  
Département des Landes  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

